

FUITES DE L'OLÉODUC OK1 À EL OUED

**Une délégation ministérielle pour s'enquérir de la situation**

P4

RÉVÉLATIONS DE TLIBA SUR "LA VENTE DES CANDIDATURES"

**L'opposition appelle à dissoudre l'APN**

P3

AFFAIRE ALI HADDAD

**Le procès en appel s'ouvre aujourd'hui**

P3

FOOTBALL

**Bennacer dans le Top 5 des joueurs performants en Europe**

P13



EXAMENS DU BAC ET BEM

## Les sujets limités aux programmes des deux premiers trimestres

P2



TRAITÉ DE PAIX ET D'AMITIÉ ALGÉRO-AMÉRICAIN

ALGÉRO-AMÉRICAIN

**L'ambassade US à Alger célèbre le 225e anniversaire**

L'ambassade US à Alger célèbre aujourd'hui le 225e anniversaire de la signature du Traité de paix et d'amitié entre l'Algérie et les États-Unis d'Amérique, indique le samedi 5 septembre l'ambassade US à Alger dans un communiqué publié sur sa page Facebook. « Aujourd'hui, nous célébrons le 225e anniversaire de la signature du Traité de paix et d'amitié, qui a été l'un des premiers traités signés par les États-Unis », a indiqué le même communiqué. La représentation diplomatique US à Alger a rappelé que le premier article du traité stipulait que les peuples algérien et américain se traitent « avec civilité, honneur et respect ». L'amitié américano-algérienne – qui a un riche passé, un présent honorable et un avenir radieux – est basée sur le respect mutuel et est plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été, a souligné la même source.

P3

TRANSITION AU MALI

**Les concertations nationales lancées**

Ouverture hier à Bamako de la consultation sur la transition au Mali. Autour de la table, les membres de la junte mais aussi les partis et la société civile qui ont contribué à fragiliser le pouvoir de l'ex-président Ibrahim Boubacar Keïta et ouvert la brèche qui a permis aux militaires d'obliger celui-ci à la démission. Une étape importante qui devrait préparer le retour des civils au pouvoir alors que le pays est toujours confronté aux attaques meurtrières des djihadistes. Dernière illustration : vendredi, au moins 10 soldats ont été tués dans une embuscade près de la frontière mauritanienne.

P15

Régions

SAÏDA

**Les incendies ravagent plus de 540 hectares de forêts depuis juin**

P8

CHLEF

**Mort d'une jeune fille par noyade à la plage de Thaghzoult**

P24

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**298 nouveaux cas, 222 guérisons et 10 décès**

P2

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

**Réunion périodique du Conseil des ministres aujourd'hui**

P24

LITTÉRATURE ET LANGUE AMAZIGHE

**Le jury installé du prix du président de la République**

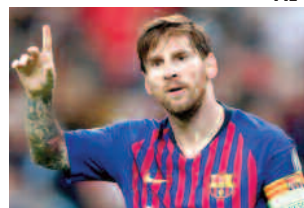
P24

Sport

ESPAGNE

**Lionel Messi annonce qu'il reste au FC Barcelone**

P12



## Brèves

ACCIDENTS  
DE LA ROUTE

**9 morts et 508  
blessés en 48 heures**

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 508 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus à travers le territoire national durant les dernières 48 heures, indique hier un bilan de la Protection civile.

Par ailleurs, deux (2) personnes sont mortes par noyade, durant la même période, à M'sila et Adrar. Il s'agit d'un enfant âgé de 13 ans dont le corps a été repêché d'une marre d'eau au lieu-dit Oued Belessaa dans la commune d'Ain el-Melh (M'sila) et d'un homme (39 ans) dont le corps a été repêché d'une retenue collinaire à Ksser Deldoul dans la commune d'Aougrout (Adrar), précise la même source.

A Annaba, les éléments de la Protection civile ont repêché les corps de deux personnes, âgées respectivement de 46 ans et 23 ans, décédées à l'intérieur d'un puits, et réussi à sauver deux autres dans la zone industrielle Djesser el-Bouchi dans la commune d'El-Hadjar. A Mostaganem, trois ouvriers de nationalité chinoise ont trouvé la mort suite à la chute d'une grue du 12<sup>e</sup> étage dans un chantier de construction dans la résidence El-Amir.

Concernant les activités de la lutte contre la propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 72 opérations de sensibilisation à travers 17 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique, ainsi que 98 opérations de désinfection à travers 25 wilayas, ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Par ailleurs et dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et récoltes, il a été enregistré 42 incendies ayant causé des pertes estimées à 32 ha de forêt, 31 ha de maquis, 44 ha d'herbes, 9.910 bottes de foin, 235 arbres fruitiers et 1.013 palmiers.

APS

CORONAVIRUS EN  
ALGÉRIE

**298 nouveaux cas,  
222 guérisons et 10  
décès**

Deux cent quatre-vingt-dix-huit (298) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 222 guérisons et 10 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 46071, dont 298 nouveaux cas, soit 0,7 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 1549 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 32481, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 13 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures entre 1 et 9 cas, 12 autres ont enregistré plus de dix cas, tandis que 23 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs, 42 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

(APS)

## EXAMENS DU BAC ET BEM

# Les sujets limités aux programmes des deux premiers trimestres

Le ministre de l'Education nationale, mohamed Ouadjaout a rassuré, les élèves et leurs parents quant aux leçons incluses dans ces épreuves, à savoir celles dispensées, en présentiel, lors des deux premiers trimestres de l'année scolaire 2019-2020. A noter que la proclamation des résultats est prévue fin septembre pour le BEM et le 4 octobre pour le Bac.



Intervenant lors d'une journée d'information sur les examens scolaires prévus au titre de la session 2020, M.

Ouadjaout a précisé que la tutelle "a peaufiné toutes les procédures d'organisation et mesures barrières, à partir de l'affectation des candidats jusqu'à la proclamation des résultats".

Selon le ministre, le nombre de candidats aux épreuves du BEM a atteint 669.379 élèves (645.798 scolarisés et 23.581 libres), répartis sur 2556 centres de déroulement et supervisés par 163.900 encadreurs. Ont été prévus également 18 centres de compostage et 68 centres de cor-

rection qui ouvriront les portes à 40.500 correcteurs.

Quant à l'examen du Baccalauréat, le ministre a fait état de 637.538 candidats (413.870 scolarisés et 223.668 libres), répartis sur 2261 centres de déroulement et supervisés par 192.300 encadreurs. Tandis que le nombre des centres de compostage est de 18 et ceux de correction 81 pour accueillir 48.000 correcteurs. Rappelant les procédures d'organisation exceptionnelles prises du fait de la propagation du coronavirus, M. Ouadjaout a réaffirmé l'engagement de la tutelle "au respect des mesures barrières pour assurer le bon

déroulement de ces examens".

Il a tenu également à rappeler les quatre protocoles sanitaires mis en place par son département et approuvés par le ministère de la Santé, en vue de protéger aussi bien les candidats que les encadreurs et éviter toute éventuelle propagation du virus.

Afin de garantir le déroulement de ces rendez-vous dans des conditions optimales, "le Gouvernement s'est engagée à offrir les outils et moyens de prévention au sein des établissements concernés partout sur le territoire national", a rassuré le ministre.

Par ailleurs, il a attiré l'attention sur la mise en place de mesures de lutte contre la triche afin de préserver la crédibilité de ces examens et perpétuer le principe d'équité et d'égalité des chances".

La nouveauté, cette année, réside en la criminalisation de la triche, tous types confondus, lors des examens scolaires en introduisant des sanctions dans le Code pénal, a souligné M. Ouadjaout, estimant que la sensibilisation demeure "la meilleure solution" pour lutter contre le copiage durant ces examens nationaux.

R.N

## EDUCATION

## Des SMS de sensibilisation pour respecter le protocole sanitaire

Le ministère de l'Education nationale a adressé à l'occasion des épreuves officiels en coordination avec les opérateurs de téléphonie mobile, des SMS pour sensibiliser les parents, les candidats et les encadreurs au respect impératif du protocole sanitaire, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Premiers du genre, ces SMS visent "la sensibilisation des candidats aux épreuves officielles et leurs parents à l'impératif de respecter le protocole sanitaire notamment le port de la bavette et la distanciation sociale".

Les mêmes messages ont comporté un rappel aux sanctions prévues par la loi en cas d'atteinte à l'intégrité des épreuves. Pour rappel, le ministère de l'Education nationale avait mis en place, aout dernier, un protocole préventif avant la réouverture des établissements d'enseignement pour les révisions, lequel a été validé par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus.

Ce protocole intervient en application des dispositions du décret exécutif 20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention contre la propagation du

nouveau Coronavirus (COVID -19) et l'ensemble des textes subséquents.

Le protocole définit les mesures à appliquer pour faire face à la propagation du nouveau coronavirus en milieu scolaire à travers notamment la désinfection de toutes les structures de l'établissement et la mise en place d'un plan de transport des élèves tout en activant les cellules de vigilance permanentes installées au niveau de tous les établissements scolaires. Pour rappel, l'épreuve du BEM aura lieu du 7 au 9 septembre tandis que le BAC est prévu du 13 au 17 septembre 2020.

R.N

RÉVÉLATIONS DE TLIBA SUR "LA VENTE DES CANDIDATURES"

# L'opposition appelle à dissoudre l'APN

Après les révélations lors du procès de Tliba sur « la vente des candidatures sûres » à la députation par les appareils du parti majoritaire, le FLN en l'occurrence, plusieurs responsables politiques au sein de l'opposition ont appelé à la dissolution de la chambre basse.



Parmi ses formations, le FFS, RCD, PT, MSP et El Adala, tandis que le RND, ex-membre de l'alliance présidentielle pendant le règne de Bouteflika, s'oppose à la dissolution des Assemblées élues, toutes les assemblées. Les nouveaux responsables du FLN ne se sont pas exprimés pour le moment. Force est de constater que les révélations de Tliba sont très mal tombées pour ces deux partis qui cherchent les faveurs

du nouveau pouvoir. Pour Hakim Belahcel, Aïnsi, membre de l'Instance Présidentielle du FFS, a estimé que « ce qu'a révélé Tliba confirme et atteste fortement ce qu'a toujours dénoncé le FFS depuis des années, c'est-à-dire le caractère illégitime et factice de ces deux Chambres ». De son côté, le porte-parole du RCD, Athmane Mazouz a indiqué : « Ceci n'est pas nouveau et nous l'avons dénoncé à maintes

reprises. Ces pratiques ne peuvent avoir de solutions qu'à travers une justice indépendante et libre. Et ce n'est pas avec une justice soumise et aux ordres que nous pouvons espérer des enquêtes pour confirmer tout un système frauduleux sur lequel est construit tout l'édifice institutionnel du pays ». Le Parti des Travailleurs (PT) a souligné que « les listes, le classement dans les listes électorales se monnaient à coups de mil-

liards sous le regard et la complicité de responsables à tous les niveaux. Du chef du gouvernement aux chefs de daïra, en passant par des ministres et des walis, mais aussi des magistrats... ». Quant aux députés islamistes, ils estiment que la dissolution de l'APN s'impose, car cette institution fait partie de la crise et ne peut, donc, faire partie de la solution.

Sid Ali

## AFFAIRE ALI HADDAD

### Le procès en appel s'ouvre aujourd'hui

Le procès en appel de l'homme d'affaire Ali Haddad, patron du groupe ETRHB et ex-président du forum des chefs d'entreprises (FCE) s'ouvre aujourd'hui à la Cour d'appel d'Alger ? Lex-patron des patrons ne sera pas seul à être jugé. Plusieurs ex-responsables, dont les deux anciens premiers ministres, Ahmed Ouyahia, et Abdelmalek Sellal, et autres anciens ministres seront de la partie. En première instance, Ali Haddad a été condamné à 18 ans de réclusion. Transféré vers la prison de Lambèse à Batna, Ouyehia

et Sellal, il est fort possible que les audiences se tiendront par visioconférence. Idem pour les deux anciens Premiers ministres, Ouyahia et Sellal, transférés respectivement vers Abadla à Béchar et El-Ménéa à Ghardaïa. Selon des avocats, les accusés transférés hors de la capitale seront interrogés par visioconférence. À noter qu'Amar Ghoul, Amara Benyoune, Mahdjoub Bedda, Youcef Yousfi, Abdelghani Zaâlâne, Boudjemaa Talai ont été condamnés lors du même procès. Seul Abdeslam Bouchouareb, condamné à 20 ans de réclusion criminelle, se trouve actuel-

lement en fuite. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre lui depuis sa première condamnation en décembre 2019, lors du procès des concessionnaires automobiles. D'autres procès en appel sont également programmés pour cette semaine. Mahieddine Tahkout sera rejugé ce lundi. Il se trouve actuellement à la prison de Babar de Khenchela. Les frères Kouninef seront jugés le 9 septembre au tribunal correctionnel de Sidi M'hamed.

AB.N

## TRAITÉ DE PAIX ET D'AMITIÉ ALGÉRO-AMÉRICAIN

### L'ambassade US à Alger célèbre le 225e anniversaire

L'ambassade US à Alger célèbre aujourd'hui le 225e anniversaire de la signature du Traité de paix et d'amitié entre l'Algérie et les États-Unis d'Amérique, indique le samedi 5 septembre l'ambassade US à Alger dans un communiqué publié sur sa page Facebook. « Aujourd'hui, nous célébrons le 225e anniversaire de la signature du Traité de paix et d'amitié, qui a été l'un des premiers traités signés par les États-Unis », a indiqué le même communiqué

La représentation diplomatique US à Alger a rappelé que le premier article du traité stipulait que les peuples algérien et américain se traitent « avec civilité, honneur et respect ». L'amitié américano-algérienne – qui a un riche passé, un présent honorable et un avenir radieux – est basée sur le respect mutuel et est plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été, a souligné la même source. « Nos excellentes relations bilatérales ont eu de nombreux moments forts pour

renforcer les liens d'amitié qui unissent nos peuples », indique la représentation diplomatique qui a rappelé certains de ces « moments forts » : l'expression d'admiration du Président Abraham Lincoln pour les nobles principes humanitaires de l'émir Abdelkader; le soutien de John F. Kennedy à l'indépendance algérienne; et la médiation algérienne pour libérer les otages américains en Iran. « Vive l'amitié algéro-américaine », a conclu le même communiqué.

R.N

## Brèves

NATURALISÉ ALGÉRIEN

### Le Fils de Maurice Audin réagit

Pierre Audin, fils du martyr Maurice Audin, a réagi à sa naturalisation. Par décret présidentiel, et espère que cela va avancer l'affaire de la disparition de son père.

Dans sa déclaration, Pierre Audin a estimé que « c'est un peu curieux de dire que je suis naturalisé car je suis déjà Algérien par ma mère qui avait obtenu la nationalité algérienne à la suite d'un décret signé le 4 juillet 1963 ».

Revenant sur la naturalisation de sa mère, il a qu'il « a fallu qu'elle fasse des pieds et des mains pour être naturalisée ». Et d'ajouter qu'elle n'est pas devenue automatiquement Algérienne à l'indépendance, du fait qu'elle n'était pas musulmane.

En outre, Pierre Audin souligne « l'Algérie est mon pays. C'est là où je suis né et où j'ai vécu enfant. Je ne suis pas forcément très satisfait de ce qui s'y passe actuellement. Mais il est tout à fait normal que j'aie le passeport de mon pays ». Suite à cette naturalisation, il espère faire avancer l'affaire de la disparition de son père. « Je pense que maintenant, des choses seront faites du côté algérien comme ordonner des recherches à certains endroits où la dépouille de mon père pourrait se trouver », a-t-il déclaré.

Pour rappel, le chef de l'État Abdelmadjid Tebboune a accordé la nationalité algérienne au fils du martyr Maurice Audin en signant un décret présidentiel, paru dans le dernier journal officiel.

R.N

JUSTICE

### Les activistes M. Tadjadit et N. Khimoud en grève de la faim

Les deux militants du mouvement populaire « Hirak », le poète Mohamed Tadjadit et Nouredine Khimoud, en détention provisoire depuis le 27 août, sont en grève de la faim pour dénoncer leur incarcération.

Arrêtés le 23 août dernier et placés en détention provisoire quatre jours plus tard, les deux militants « observent une grève de la faim depuis le 28 août car ils considèrent leur incarcération abusive et infondée », a déclaré à l'AFP Me Zoubida Assoul. Ils sont accusés d'« incitation à attroupement non armé » et « publications pouvant porter atteinte à l'unité nationale ».

Alors que les autorités ont interdit tout rassemblement ou manifestation publics en raison de la pandémie du coronavirus, Mohamed Tadjadit avait participé le 21 août à un rassemblement organisé à la Casbah d'Alger.

Mohamed Tadjadit avait déjà été arrêté en novembre 2019 et condamné en décembre à 18 mois de prison ferme pour « atteinte à l'intérêt national ». Il est sorti de prison début janvier à la faveur d'une vague de libération de plus de 70 personnes incarcérées dans le cadre du « Hirak ».

R.N

FUITES DE L'OLÉODUC OK1 À EL OUED

# Une délégation ministérielle pour s'enquérir de la situation

Une délégation ministérielle conduite par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, s'est rendue samedi dans la wilaya d'El-Oued, pour s'enquérir de la situation concernant la fuite de pétrole survenue jeudi dernier sur l'oléoduc OK1.



Composée également des ministres de l'Energie, de l'Environnement, des Ressources en eau et de l'Agriculture et du développement respectivement, Abdelmadjid Attar, Nassira Benharrat, Arezki Berraki et Abdelhamid Hamdane, la délégation a visité le site où s'est déclarée la fuite afin de s'enquérir des dégâts occasionnés et de la menace pesant sur l'environnement ainsi que des mesures prises pour remédier à la situation.

## Nassira Benharrats : Sonatrach doit dépolluer les zones infectées

La ministre de l'environnement Nassira Benharrats a souligné l'obligation de la Sonatrach de prendre toutes les mesures nécessaires pour dépolluer les zones infectées par la fuite du pétrole et les rendre comme elles étaient avant.

La ministre a demandé aussi à la Sonatrach de rapporter à travers un exposé les conditions et les causes de cette fuite ainsi que ses conséquences sur la population et les biens. Elle a aussi demandé à la compagnie pétrolière de lui adresser tout ce qu'elle fait pour maîtriser la situation ainsi que les mesures qu'elle compte prendre dans le futur pour éviter un autre incident similaire.

Par ailleurs, la ministre de l'environnement a dépêché sur place des experts et elle a demandé au directeur de la wilaya de son secteur de préparer un rapport détaillé sur les causes de l'incident suivi de solutions possi-

bles pour rattraper la situation.

## Kamel Beldjoud : Indemniser les victimes

Le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, s'est engagé, de son côté, à répondre aux préoccupations et à indemniser les personnes touchées par la fuite.

Beldjoud a confirmé qu'une enquête a été ouverte sur les causes de la fuite de pétrole au niveau de l'oléoduc reliant Hassi Messaoud à Skikda pour en connaître les causes et qui se tient derrière elle, si nécessaire.

Le ministre a appelé les responsables de l'enquête à la nécessité d'obtenir des informations précises sur l'irrigation, d'informer et de rassurer les citoyens, d'autant plus que les premières informations confirment que les puits de la vallée sont affectés sans affecter l'eau potable.

## Sonatrach : Plusieurs mesures pour remédier aux dégâts de l'accident

Le groupe Sonatrach a fait état, hier dans un communiqué, de plusieurs mesures et décisions prises pour remédier aux dégâts de la fuite de pétrole survenue jeudi dernier en raison des intempéries, au niveau de l'oléoduc OK1 à El Oued.

"A l'issue de la visite d'inspection effectuée dans la région d'El Baaj, vendredi 4 septembre 2020 dans la soirée, par le P-DG de la Sonatrach, accompagné d'une délégation,

plusieurs mesures et décisions ont été prises pour remédier aux dégâts dus à la fuite de pétrole", a-t-on relevé de même source.

Des mesures qui consistent à diligenter une enquête complémentaire pour déterminer d'autres raisons derrière cet incident et dépêcher une équipe multidisciplinaire pour établir un diagnostic global tout le long de l'oued afin d'évaluer l'ampleur des dégâts potentiels sur l'environnement.

Il a été décidé ainsi de mobiliser, dans l'immédiat, l'ensemble des moyens et filiales du Groupe pour l'absorption des eaux polluées le long de l'oued, le traitement de toutes les flaques d'eau contaminées et le terrassement de certains tronçons qui feront l'objet de traitement par des unités spécialisées de l'entreprise, ajoute-t-on dans le communiqué.

De même qu'il a été institué d'effectuer, durant une année entière, un contrôle périodique de la qualité des eaux souterraines via le matériel de la Sonatrach, en mobilisant ses laboratoires pour mener à bien cette mission. Pour ce faire, la société nationale procèdera au forage de puits d'appréciation dans la région où s'est produit l'accident.

"L'ensemble des moyens ont été mobilisés pour pallier les séquelles de cet incident et la situation est totalement sous contrôle", assure la Sonatrach.

Le Groupe public avait fait état, vendredi soir dans un communiqué, de deux fuites de pétrole survenues, jeudi, au niveau du pipeline OK1 dans la région d'El Baaj (El Oued), reliant le bassin rouge (Hassi Messaoud) et

Skikda, rassurant que des équipes techniques spécialisées de Sonatrach avaient procédé, dès les premières heures de la journée de vendredi, à une opération d'absorption de la quantité de pétrole répandue, et entamé les travaux d'entretien au niveau de la partie endommagée par les inondations. La Sonatrach a indiqué que les mauvaises conditions météorologiques qui ont touché les régions du sud seraient à l'origine de ces fuites.

La première fuite a été enregistrée à la sortie de la station de pompage SP2 à Djaamaa, dans la commune d'El Oued, point 190 + 200 (PK), contrôlée par les équipes de maintenance de Sonatrach, a indiqué le communiqué, affirmant que des travaux d'entretien sont en cours.

La deuxième fuite a été, quant à elle, enregistrée au point PK 263 dans la région d'Al-Baaj, dans la wilaya déléguée d'El M'gheir. Le document note que la compagnie a procédé à l'isolement des deux points kilométriques (PK) 233 et (PK) 264+300 et a mis en place toutes les mesures nécessaires pour contrôler la situation, dont l'arrêt provisoire de pompage via cet oléoduc.

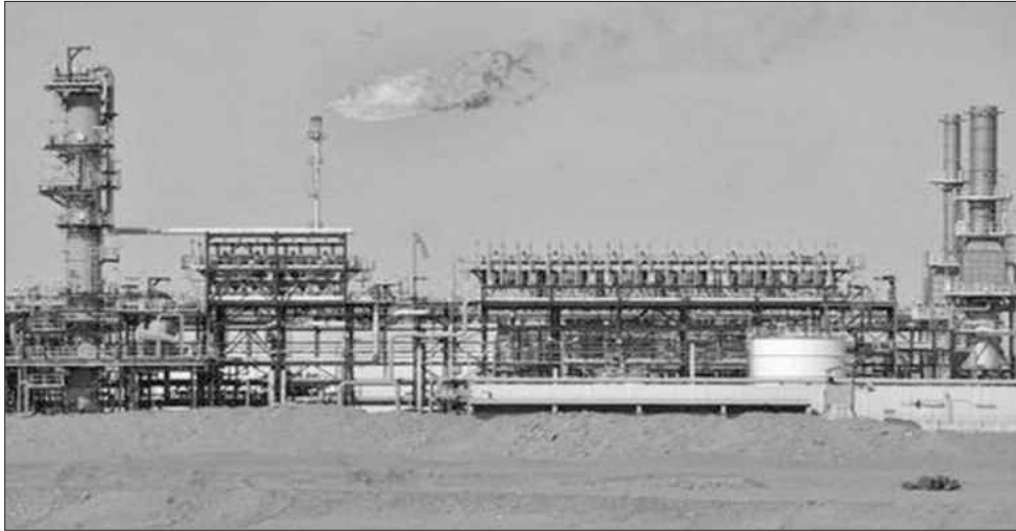
Des équipes techniques spécialisées "ont été mobilisées pour la réparation des dégâts, et ce, dans les plus brefs délais, tout en assurant la sécurité des individus et des installations, et en tenant compte de la préservation de l'environnement", a assuré le Groupe Sonatrach.

Synthèse : Aziz.T

HYDROCARBURES

# Le pétrole clôture la semaine au plus bas en deux mois

Les prix du pétrole ont chuté vendredi à Chicago à leur plus bas niveau depuis début juillet, dans un marché déprimé par les perspectives sur la demande en or noir.



Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a reculé de 3,20% à 42,66 dollars (-1,41 dollar) par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour octobre a baissé de 3,8% (soit 1,60 dollar) tombant à 39,77 dollars, sous la barre des 40 dollars pour la première fois depuis plus d'un mois. « La chute des actions à Wall Street a eu une influence sur le marché, mais le cœur de l'histoire reste que les investisseurs demeurent inquiets de la lenteur de la reprise de la demande qui implique que les stocks restent fournis », a expliqué Andy Lipow, de Lipow Oil Associates.

Vendredi la Bourse de New York s'apprêtait à enregistrer une deuxième séance de baisse consécutive. « Des facteurs fondamentaux pèsent également sur les prix du pétrole », a pour sa part expliqué Eugen Weinberg, pour Commerzbank. « L'Irak, par exemple, ne semble pas en mesure de mettre pleinement en œuvre les réductions de production supplémentaires qu'il a promises », pour contrebalancer son non-respect de l'accord conclu au printemps, a-t-il ajouté. L'Irak fait partie, avec notamment le Nigeria, des pays qui n'ont pas respecté l'accord lors des premiers mois. Pointés du doigt à la mi-août, ils ont tous deux promis de compenser

ces surproductions dans les mois à venir. Les investisseurs n'ont par ailleurs pas été impressionnés par les relatifs bons chiffres de l'emploi américain en août qui ont montré un taux de chômage meilleur que prévu à 8,4%. L'économie américaine a créé 1,4 million d'emplois, comme s'y attendaient les analystes mais moins qu'en juillet (1,7 million). Depuis plusieurs semaines, les investisseurs sont tiraillés entre l'optimisme d'un rebond économique post-crise du Covid-19 et la peur d'une reprise ou d'une accélération de la propagation dans certains pays.

Afp

TUNISIE

## Le taux d'inflation se replie à 5,4% en août

Le taux d'inflation s'est replié à 5,4% en août 2020, contre 5,7% en juillet, indiquent hier les données publiées de l'Institut national des statistiques (INS). Cette baisse de l'inflation résulte d'un ralentissement des prix de l'alimentation, qui ont atteint 3,9% contre 4,3% en juillet, celles des boissons et tabac (17,5% contre 27,5%). Pour les prix des services, ils ont augmenté de 5,8%. Cette hausse s'explique par l'accroissement des services de transport de 7,3%, des services de

santé de 6,5%, des prix des loyers de 5,4% et des services divers de 7,8%. L'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) s'est replié à 6,8% après 7,2% le mois précédent. Les prix des produits libres (non administrés) ont augmenté de 5,2% contre 5,9% pour les prix encadrés. Les produits alimentaires libres ont connu une augmentation de 3,8% contre 4,4% pour les produits alimentaires encadrés. En août dernier, les prix à la consommation

ont augmenté de 0,2% pour le deuxième mois consécutif après un léger repli en juin 2020. L'INS a indiqué que cette hausse est due, essentiellement, à l'augmentation des prix du tabac et boissons alcoolisées de 5,9% et les prix de l'alimentation de 1,1%. En revanche, les prix des produits d'habillement ont régressé de 4,7% en raison des soldes d'été. Ainsi, les prix des articles d'habillement ont diminué de 4,8%, ceux des chaussures de 5,5% et ceux des tissus de 1,1%.

### AVANT UN LONG WEEK-END AUX ETATS-UNIS L'euro efface ses pertes face au dollar

L'euro regagnait du terrain et se stabilisait vendredi face au dollar avant un week-end prolongé aux Etats-Unis. L'euro abandonnait 0,01% face au billet vert, à 1,1851 dollar. Il est tombé jusqu'à 1,1781 dollar en cours de séance. Selon Shaun Osborne de Scotiabank, "il n'y a pas eu de forte volonté de faire monter le dollar plus haut" avant la pause de trois jours sur les principaux marchés financiers américains. Lundi est en effet un jour férié aux Etats-Unis en raison de la fête du Travail ("Labor Day"). "Je pense cependant qu'on devrait voir le dollar se renforcer un peu plus la semaine prochaine",

ajoute l'expert. "Au cours des trois derniers mois, le dollar a connu un déclin important de manière générale. Le temps est sans doute venu pour une consolidation ou pour une correction", poursuit M. Osborne. Autre facteur susceptible de jouer en faveur de la devise américaine dans les prochaines semaines: les craintes autour de l'élection présidentielle américaine de novembre avec le risque de contestation des résultats. Le président américain Donald Trump ne cesse en effet de remettre en question la fiabilité du vote par correspondance, qui

pourrait atteindre des niveaux records cette année en raison des risques de contamination au Covid-19 dans les bureaux de vote. Considéré comme une valeur refuge, le billet vert a tendance à s'apprécier en périodes d'incertitudes. En début de séance américaine, le billet vert avait été porté par la publication par le Département du Travail d'un rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis de bonne facture. "Le fait est que l'évolution du taux de chômage va dans la bonne direction", a réagi un analyste. Le taux de chômage est en effet tombé à 8,4% en août contre

10,2% en juillet et 9,8% attendus par les analystes. Par ailleurs, l'économie américaine a créé 1,4 million d'emplois en août, en ligne avec les attentes. De son côté, la livre, était également quasiment stable face à la devise américaine, à 1,3289 dollar (+0,06%). Les investisseurs ont pu prendre connaissance des propos de Michael Saunders, un des responsables de la Banque d'Angleterre, qui a estimé que de nouvelles mesures de relance seront "probablement" nécessaires. La devise britannique n'a cependant pas réagi à cette information.

R.E

### INDICE MONDIAL DE L'INNOVATION 2020

#### L'Écart se creuse entre riches et pauvres

Selon l'indice mondial de l'innovation élaboré par l'OMPI, Maurice, l'Afrique du Sud et le Kenya se sont distingués en Afrique subsaharienne par leurs performances. L'écart entre les pays riches et ceux en voie de développement se creuse, avec 8 pays africains dans le peloton de queue. Maurice occupe le 1er rang en Afrique subsaharienne dans le classement de l'indice mondial de l'innovation publié le mercredi 2 septembre 2020 par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), en collaboration avec l'université Cornell (Etats-Unis) et l'Institut européen d'Administration des affaires (INSEAD). Dans le monde, la capitale mauricienne est la 9ème économie pour ce qui est de la qualité des institutions et du dynamisme du marché. Un classement des résultats de l'innovation est établi dans 131 pays du monde, en se basant sur 80 indicateurs dans plusieurs secteurs, dont le perfectionnement des entreprises, l'environnement politique, les infrastructures, etc. La publication de cette année est placée sous le thème du financement, au regard des dommages causés par la pandémie de Coronavirus. Maurice, l'Afrique du Sud et le Kenya respectivement 52ème, 60ème et 86ème au niveau mondial, sont en tête dans la région Afrique subsaharienne. Sur les 25 économies identifiées comme les plus performantes, 8 proviennent de cette région. Parmi les autres pays qui se distinguent dans le classement, la Tunisie (65ème) et le Botswana (89ème) ont des dépenses plus élevées dans le secteur de l'éducation, tandis que l'Afrique du Sud, le Kenya et l'Égypte (96ème) investissent plus dans la recherche et le développement. Au niveau du marché intérieur, c'est encore l'Afrique du Sud qui se positionne en 1ère place en matière de capitalisation boursière. Toutefois, l'écart entre les pays riches et ceux en voie de développement se creuse, notamment en termes de financement de l'innovation. Sur les 10 pays les moins performants en matière d'innovation, 8 sont africains, notamment la Zambie, le Mali, le Mozambique, le Togo, le Bénin, l'Éthiopie, le Niger et la Guinée. Au niveau mondial, la Suisse, la Suède, les États-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont en tête du classement.



CHLEF

## Plus de 1.900 hectares de couvert végétal brûlé durant le mois d'août

**P**lus de 1.900 ha de couvert végétal a été brûlé dans 58 incendies déclarés durant le mois d'août dans la wilaya de Chlef, a-t-on appris mercredi auprès de la Conservation des forêts de la wilaya.

Selon le conservateur des forêts par intérim, Mohamed Boughalia, "la wilaya a recensé 58 incendies, ayant causé la perte de 1.905 ha de couvert végétal, durant le mois d'août dernier." Il a qualifié ce bilan de "record" comparativement, a-t-il dit, aux pertes accusées durant les mois de juin et juillet de cette année, soit respectivement 5,3 ha et 152 ha. "Ce bilan est également en hausse comparativement à celui du mois d'août 2019, siège d'une perte de

135 ha de végétations", a indiqué le même responsable.

Toujours selon le bilan communiqué par M. Boughalia, la wilaya de Chlef a enregistré plus de 2000 ha de couvert végétal brûlé entre le 1 juin et la fin août derniers, dont 1.235 ha de pin d'Alep, 825 ha de maquis et un hectares d'arbres fruitiers, a-t-il détaillé, relevant que la région n'avait pas enregistré de hausse dans les feux de forêts depuis 2012, année durant laquelle des incendies énormes avaient été déclarés dans la majorité des wilayas du pays, causant des pertes énormes au couvert végétal, a-t-il souligné. Une grande partie des incendies qui se sont déclarés cette année ont été signalés dans la

forêt d'El Marsa (Nord-ouest de Chlef) avec 1.500 ha de végétations brûlés (dont 1.107 ha de forêts et 466 ha de maquis), outre les forêts de Ténés, de Zebboudja, de Mesdek et de Beni Haoua. S'agissant des causes à l'origine des incendies, le conservateur des forêts par intérim a cité le facteur humain en tête de liste. Il a fait part, à cet égard, de l'intensification des patrouilles, en coordination avec les corps sécuritaires concernés, en vue d'arrêter les personnes qui portent atteinte à la ressource forestière et ceux en cause dans les incendies, a-t-il indiqué. M. Boughalia a aussi signalé l'engagement de poursuites contre des personnes suspectées de porter atteinte à l'écosystème

et à la ressource faunistique. Pour faire face aux pertes considérables causées par les incendies de forêts, la Conservation locale des forêts veille, en collaboration avec les autorités de la wilaya, à la réactivation du rôle des commissions opérationnelles constituées au niveau des daïras et communes, en vue de la "mobilisation de tous les moyens à même de contribuer à la prévention et à la lutte contre les incendies de forêts", a souligné le même responsable. La wilaya de Chlef a enregistré 125 incendies durant l'année dernière, avec une perte de 367 ha de végétations. Le couvert végétal représente 24% de la superficie globale de la wilaya.

SAÏDA

## Les incendies ravagent plus de 540 hectares de forêts depuis juin

Les feux de forêts ont ravagé quelque 542 hectares dans la wilaya de Saïda depuis le mois de juin dernier, a-t-on appris mercredi auprès de la conservation des forêts. Cette période a vu le déclenchement de neuf incendies à travers le territoire de la wilaya ayant causé la destruction de pins d'Alep et de chênes verts, ainsi que des broussailles. Les zones touchées sont celles de Djebel Khenifer (commune de Hasasna) et Ain Moussa, El-Euche, Sidi Ahmed Zeggaï (commune de Thabet), Mechaoui (commune de Youb), Arlem (commune de Saïda), selon la même source. Les agents de la conservation des forêts et ceux de la protection civile sont intervenus pour circonscrire les incendies, ce qui a permis de sauver des superficies forestières avoisinantes, a-t-on indiqué. La conservation des forêts a mobilisé les moyens nécessaires pour faire face aux incendies, notamment huit camions-citernes dont un d'une capacité de 10.000 litres d'eau, ainsi que huit véhicules de transport des agents de la conservation. L'on dénombre également 74 points d'eau se trouvant dans les zones forestières de la wilaya, dont quelques uns ont été exploités dans l'extinction des incendies. La superficie forestière de la wilaya de Saïda s'étend sur 158.783 hectares, a-t-on indiqué à la conservation.

## HASSI-BENABDALLAH (OUARGLA)

### Plus de 7 millions DA pour l'électrification de la localité du 8 mai 1945

Un montant de 7,2 millions DA a été consacré au raccordement au réseau d'électricité de la localité du "8 Mai 1945", dans la commune de Hassi-Benabdallah, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Ouargla. Inscrit au titre des opérations de développement en faveur des zones d'ombre, ce projet prévoit la réalisation d'une ligne de 1,18 km et le raccordement de 50 foyers, en plus de l'installation d'un transformateur électrique de 630 Kilovolts (KV), mis en service dernièrement, a-t-on précisé. Cette opération, dont un linéaire de 865 mètres et 30 raccordements ont été réalisés, fait partie du programme annuel de la Sonelgaz prévoyant la réalisation de 133 opérations de raccordement à l'électricité et au gaz des différentes zones d'ombre de la wilaya.

## TÉBESSA (ZONES D'OMBRE)

# Efforts intensifs pour la prise en charge des préoccupations des habitants

Le conseiller, chargé de mission auprès de la Présidence de la République pour le suivi des zones d'ombre, Ibrahim Mourad, a affirmé vendredi qu' "en coordination avec les autorités locales et les hautes instances du pays, il sera procédé à la prise en charge des préoccupations des habitants des zones d'ombre de la wilaya de Tébessa".



Des efforts intensifs sont déployés par les autorités locales de la wilaya et celles supérieures du pays pour trouver des solutions radicales et répondre aux préoccupations des habitants de ces zones conformément aux directives du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune", a précisé le même responsable lors de sa visite des régions de "El Kessir" et "Ain Khiyar" dans la localité de Tazbent, commune Bir Mokkedem. Il a dans ce sens ajouté que l'amélioration des conditions de vie des habitants dans certaines localités dans la wilaya frontalière de Tébessa qui recense plus de 450 zones, selon les dernières données, mises à jour par le ministère

de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire revêt "une grande importance pour le gouvernement" soulignant que compte tenu de la situation géographique stratégique de cette wilaya, sa grande superficie et ses terrains arides, "il est impératif d'intensifier les efforts pour répondre aux préoccupations des citoyens". M. Ibrahim Mourad qui a eu à inspecter au deuxième jour de sa visite consacrée aux zones d'ombre de Tébessa, des localités relevant des communes de Boulhaf El Dyr, Bir al-Dhab, Bir Mokkedem, Chréa et El Olga, s'est longuement entretenu avec les habitants de ces régions et dont les préoccupations majeures étaient relatives à l'accès à l'habitat et l'électricité ruraux, à

l'eau potable, la disponibilité des établissements scolaires, ainsi que la réalisation dans ces zones de réseaux d'assainissement et de projets de désenclavement. Le conseiller, chargé de mission auprès de la Présidence de la République pour le suivi des zones d'ombre, qui était accompagné des responsables locaux, les attachés du cabinet du wali, les présidents des assemblées élues et les chefs de daïras, s'est engagé à remettre à la présidence de la République, un rapport détaillé sur la situation dans ces localités et les aspirations de citoyens. A l'occasion M. Mourad a rappelé que "la politique de l'Etat vise à réhabiliter plus de 15 000 zones d'ombre recensées à l'échelle nationale et à œuvrer à assurer aux

habitants de ces zones les conditions d'une vie décente, à travers la concrétisation de projets vitaux devant les encourager à se fixer dans leurs régions d'origine". Selon les données des autorités locales, la wilaya de Tébessa qui recense 452 zones d'ombre réparties sur l'ensemble de ses 28 communes a inscrit 1 359 opérations d'aménagement au profit de ces régions dans les secteurs des ressources en eau, de l'énergie, des travaux publics et de l'éducation notamment. La même source relève que 150 projets ont été parachésés alors que le reste du programme oscille entre la phase de la finalisation des procédures administratives et celle de l'octroi des marchés et le lancement des chantiers.

## ILLIZI (ZONES D'OMBRE)

### Plus de 2 milliards DA pour des projets de routes et d'éclairage

Une enveloppe de plus de deux (2) milliards DA a été mobilisée pour la réalisation de projets de routes et d'éclairage public dans les zones d'ombre de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale des Travaux publics (DTP). Parmi ces projets visant le désenclavement et l'amélioration du cadre de vie du citoyen, le lancement de quinze (15) opérations de réhabilitation du réseau routier à travers les différentes zones d'ombre de la wilaya, a indiqué

la directrice-adjointe des Travaux publics, Fatima Mekhouk. Ciblant les localités et bourgades enclavées, ces opérations portent, entre autres, sur le revêtement de 20 km du chemin de wilaya CW-6 à Tamadjert et la connexion sur huit (8) km du hameau d'Iherher à la RN-3 en vue de faciliter l'accès aux sites touristiques de la région, a-t-elle précisé. La responsable a fait part aussi du revêtement d'un linéaire de 2,5 km de routes communales à Debdeb, la réalisation d'un pro-

jet de route de 44 km au profit du village Tourest (Djanet), en plus de l'élimination des points noirs sur le CW-5 (80 km) à Imehrou, ainsi que la réhabilitation de trois routes communales sur 23 km à Illizi. Le programme du secteur des Travaux publics prévoit également le lancement d'une étude de réalisation d'un tronçon de 350 km reliant Bordj El-Haouès et Tamedjaret vers la commune de Bordj Omar Idriss, un projet d'envergure susceptible de désenclaver la région et d'impulser

les activités de développement dans cette zone Ouest de la wilaya. La wilaya a également bénéficié d'opérations, en cours, concernant l'extension du réseau d'éclairage public et de travaux de terrassement de 12 km de routes dans la commune de Bordj El-Haouès, en plus du lancement de trois (3) projets d'aménagement et de renforcement de l'éclairage public dans les communes d'In-Amenas, Bordj Omar Idriss et Debdeb, a-t-on fait savoir à la DTP.

# EXAMENS DE FIN D'ANNÉE À TIZI-OUZOU Don de 50 000 masques de protection contre la Covid-19

Un quota de 50 000 masques de protection contre la pandémie du coronavirus a été remis mercredi à la direction locale de l'éducation de Tizi-Ouzou par différentes directions et organismes en prévision des examens de fin d'année, Brevet d'enseignement moyen (BEM) et Baccalauréat (BAC), a-t-on appris des donateurs.



C'est le cas de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) et la chambre de l'industrie et du commerce du Djurdjura qui avaient remis quelque 41000 masques et d'Algérie télécom, en collaboration avec la chambre locale de l'artisanat, qui avaient fait don de 9 000 masques et s'approprient à en offrir

12 000 autres à l'occasion de l'examen du BAC. Ces actions s'inscrivent, ont souligné les donateurs lors d'une rencontre à la direction de l'éducation, "dans le cadre de la solidarité intersectorielle et en application des instructions du wali à l'occasion des différentes réunions de préparation de l'organisation de ces examens."

Dans le sillage de la prévention contre Covid-19 lors des examens, le directeur local de l'éducation, Ahmed Lalaoui, a indiqué à l'APS que "l'ensemble des centres d'examens à travers la wilaya, 65 consacrés pour le BAC et 53 pour le BEM, fait l'objet de désinfection et de suivi de la part d'une commission multiseCTORielle." "Les autorités locales ont mis à la

disposition de ces centres quelque 42 860 flacons de gel hydro-alcoolique dont 500 de petit volume et 360 de grand volume, ainsi que 200 thermomètres frontaux," a précisé le directeur de wilaya de l'éducation. Des moyens auxquels s'ajoutent, a-t-il souligné, "l'apport des associations des parents d'élèves qui ont contribué au niveau de chaque établissement."

## BLIDA (EXAMENS DU BAC ET DU BEM)

### Confection de plus de 12.000 bavettes au profit des candidats

Plus de 12.000 bavettes ont été confectionnées par la Chambre d'artisanat et des métiers de Blida en collaboration avec la Direction locale d'Algérie Telecom (AT) pour les distribuer aux candidats aux examens du BAC et du BEM afin de les prémunir contre la Covid-19, a-t-on appris jeudi du directeur de la CAM Rabah Mohamed. "La CAM de Blida a entamé début septembre la confection de 12.000 bavettes pour les distribuer aux candidats aux examens du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen", a indiqué à l'APS M. Rabah.

"Un premier quota de 4000 bavettes sera livré à la Direction de l'éducation, dans l'attente de lui fournir le reste avant la fin de la semaine prochaine," a-t-il ajouté.

"Les bavettes ont été confectionnées par des artisans de la CAM ayant bénéficié de locaux, alors que d'autres ont prêté main forte à l'opération à partir de chez eux," a précisé le même responsable.

Selon le directeur opérationnel d'AT à Blida, Hadj Miloud Abdelkrim, la Direction d'Algérie Telecom a signé une convention avec la Chambre nationale d'artisanat et des métiers

dans le cadre des efforts de contribution à la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus. Dans cet accord, AT s'engage à fournir à la CAM des moyens matériels destinés à la confection de bavettes devant permettre aux élèves de passer leurs examens dans les meilleures conditions de sécurité possible.

Hadj Miloud Abdelkrim a fait part, à ce titre, de l'affectation d'une enveloppe de 56 millions de centimes par la direction d'AT de Blida pour l'acquisition de machines à coudre et leur distribution aux artisans en vue de la confection des bavettes.

## GHARDAÏA

### Plus de 328 000 qx de céréales engrangés

La récolte céréalière engrangée dans la wilaya de Ghardaïa pour la saison 2019/2020 a atteint 328.834 quintaux, a-t-on appris auprès de la Direction locale des Services agricoles (DSA).

Cette récolte céréalière, qui se répartit entre 293.545,90 quintaux (qx) de blé dur, 8.604 qx de blé tendre et 26.684 qx d'orge, a été collectée sur une superficie de 8.098 hectares irrigués sous pivot, a indiqué l'ingénieur en chef chargé des statistiques, Khaled Djebrit.

Près de 304.810 qx de ces céréales, soit 92,6% de la récolte engrangée, ont été livrées à la Coopérative des céréalières et légumes secs (CCLS) de Laghouat qui a mobilisé les moyens nécessaires pour la réussite de la campagne de moisson qui s'est achevée en ce début du mois de septembre, a-t-il précisé.

La surface consacrée à la production céréalière sous pivot dans la wilaya de Ghardaïa connaît une courbe ascendante estimée à plus de 600%, passant de 1.150 hectares en 2009 à 8.098 ha en 2020, avec un rendement moyen à l'hectare de 52 qx pour le blé dur, 40 qx pour l'orge et 70 qx pour le blé tendre au niveau de la majorité des surfaces céréalières de la wilaya, circonscrites dans la wilaya déléguée d'El-Menea (Sud de Ghardaïa), a fait savoir M. Djebrit. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce rendement, explique le même responsable qui cite les séries de rencontres de vulgarisation organisées par les services de la DSA sur la céréaliculture saharienne et l'itinéraire technique basé sur le respect des étapes de culture, notamment la date des semis et l'utilisation des engrais.

Ce résultat témoigne de la percée et l'étendue des progrès techniques généralisés au niveau des exploitations agricoles céréalières avec l'introduction de la mécanisation, l'utilisation des intrants agricoles et leur disponibilité ainsi que l'introduction de techniques et de technologies avancées d'irrigation et la protection sanitaire des périmètres agricoles, ajoute le même responsable. A cela, s'ajoute l'utilisation de la semence locale sélectionnée ainsi que les mesures incitatives prises par les pouvoirs publics pour les cultures stratégiques, notamment les céréales, qui ont permis l'amélioration de la productivité céréalière dans la région. La wilaya de Ghardaïa a consacré 8.098 hectares de sa surface agricole utile (SAU) à la céréaliculture sous pivot durant cette campagne 2019/2020, dont 6.957 ha consacrés au blé dur, 188 ha au blé tendre et 953 ha à l'orge. Les efforts déployés par les agriculteurs et les professionnels du secteur ainsi que l'engagement permanent et constant des services de la DSA ont permis de réaliser une bonne campagne agricole malgré les spécificités climatiques de la région, a conclu M. Djebrit.

## M'SILA

### Réception depuis janvier dernier de 10 terrains de jeux

Dix (10) terrains de jeu en gazon synthétique répartis à travers les communes de la wilaya de M'sila ont été réceptionnés depuis janvier dernier, ont annoncé, jeudi, les services de la wilaya. Réalisés au profit de la jeunesse de la wilaya, ces projets ont

contribué au renforcement du sport de proximité, le football notamment, et ont permis de créer une animation au niveau des communes bénéficiaires tout en encourageant la compétition. Ils ont également offert pendant la réalisation - un plan de charge aux entreprises spécialisées dans le domaine de la

pose du gazon synthétique, a-t-on précisé. La réalisation de ces infrastructures sportives a nécessité la mobilisation d'un budget estimé à plus de 100 millions de DA puisé du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, selon des explications fournies par les mêmes services.

L'opération portant réalisation d'autres aires de jeu qui sera entamée "avant la fin de cette année" ciblera les grandes agglomérations de la wilaya, ont noté les mêmes services, ajoutant que des mesures seront prises dans un futur proche pour la préservation et l'entretien de ces structures sportives.





## FC Barcelone : Les conséquences de la décision de Lionel Messi

**S**i la décision de Lionel Messi de rester est logiquement une bonne nouvelle sur le plan sportif pour le Barça, elle pourrait aussi avoir des conséquences moins agréables.

« Maintenant je vais continuer au club parce que le président m'a dit que le seul moyen de partir était de payer la clause des 700 millions, que c'est impossible, et puis il y avait un autre moyen, c'était de partir en justice. Je n'irai jamais en procès contre le Barça car c'est le club que j'aime, qui

m'a tout donné depuis mon arrivée ici. C'est le club de ma vie, j'ai fait ma vie ici ». Dans un entretien publié vendredi soir, Lionel Messi s'exprimait enfin sur son avenir, annonçant qu'il allait rester à Barcelone.

Une décision un peu surprenante, puisqu'on annonçait une grosse bataille juridique entre le clan de l'Argentin et la direction blaugrana. Un conflit devant les tribunaux qu'a voulu éviter le numéro 10. Mais comme l'explique Marca, sa décision va avoir des conséquences. Au niveau financier déjà, puisqu'un

départ de Lionel Messi aurait permis aux Catalans de faire de sacrées économies, en plus d'avoir éventuellement pu toucher une belle indemnité. Comme l'explique le journal, les opérations menant à Lautaro Martinez, Georginio Wijnaldum ou Memphis Depay sont désormais plus compliquées sans cet argent.

### **Une cohabitation tendue avec Bartomeu**

Toujours d'après la publication ibérique, la fracture institutionnelle est encore plus ouverte qu'avant. L'Ar-

gentin s'en est vivement pris à sa direction et à son projet, et la cohabitation entre le natif de Rosario et Josep Maria Bartomeu s'annonce pour le moins délicate dans les prochains mois. Une ambiance tendue qui pourrait coûter cher au Barça, en pleine saison de reconstruction et d'élections présidentielles (mars 2021). Le joueur a aussi vu comment certains supporters lui ont tourné le dos et a gagné bon nombre de détracteurs ces dernières semaines. Il ne sera plus forcément un joueur intouchable pour le

public du Camp Nou. Dans le vestiaire, l'ambiance pourrait aussi être difficile. Pas forcément avec ses partenaires, mais avec Ronald Koeman, avec qui il aurait déjà eu une réunion qui se serait plutôt mal passée. L'avenir d'un joueur comme Luis Suarez, présenté comme indésirable, pourrait aussi changer suite à cette décision, tout comme celui d'Arturo Vidal, deux proches du génie de l'Albiceleste. Affaire à suivre...

Suite page 12

Brèves

TIR SPORTIF

Les Mondiaux 2021-2024 répartis sur les cinq continents

Les championnats du monde de Tir sportif, toutes catégories, du cycle olympique (2021-2024) auront lieu sur les cinq continents, a annoncé la Fédération internationale de Tir sportif (ISSF) sur son site officiel. "Le comité exécutif de l'ISSF réuni jeudi en session ordinaire en vidéoconférence, pour examiner des questions importantes pour le nouveau cycle olympique, a approuvé la répartition des Mondiaux (2021-2024) sur les cinq continents, et a adopté le calendrier des compétitions pour 2021". Pour l'Afrique, c'est l'Égypte qui aura l'honneur d'abriter les championnats du Monde de 2023 juniors, dans les spécialités de fusil et Pistolet. Elle organisera aussi en 2021, la Coupe du Monde du Pistolet (Shotgun). Le Maroc accueillera de son côté le Grand Prix Shotgun. Il a été décidé que le tournoi final de l'année 2021 se tiendra à Bakou en Azerbaïdjan dans la seconde moitié du mois d'octobre, avec la participation de 12 meilleurs athlètes dans chaque discipline olympique individuelle. "Quant au calendrier 2022, il sera confirmé lors de la prochaine réunion du Comité Exécutif, prévue fin 2020", a précisé. Les membres du Comité exécutif ont également discuté des questions clés en préparation des Jeux de Tokyo 2020 et Paris 2024.

R.S

ATHLÉTISME

Mo Farah bat le record de l'heure pour son grand retour sur la piste

La star de l'athlétisme britannique Mo Farah a battu le record de l'heure (21,330 km) vendredi à Bruxelles lors de son grand retour sur la piste après trois années consacrées aux courses sur route. Farah (37 ans) efface ainsi des tablettes l'Éthiopien Haile Gebrselassie qui avait parcouru 21,285 km en 60 minutes le 27 juin 2007. Le quadruple champion olympique (5.000 m et 10.000 m en 2012 et 2016), bien lancé par trois lievres, s'est retrouvé seul à la mi-course avec son compagnon d'entraînement Bashir Abdi, 2e performeur européen de tous les temps sur marathon (2 h 4 min 49 en mars à Tokyo), avant de lâcher le Belge dans l'ultime minute. Il s'agit d'un retour en force pour le sextuple champion du monde qui avait décidé d'opter pour le bitume après les Mondiaux de Londres en 2017 avant d'annoncer son intention de renouer avec la piste en 2019 dans l'optique des Jeux Olympiques de Tokyo, repoussés à 2021 pour cause de coronavirus, où il compte s'aligner sur le 10.000 m. Durant ces trois dernières années, Farah avait notamment remporté le marathon de Chicago (2018) et pris la 3e place de celui de Londres (2018) sans parvenir toutefois à briser l'hégémonie du maître de la distance, le Kényan Eliud Kipchoge.

R.S

ESPAGNE

Lionel Messi annonce qu'il reste au FC Barcelone

La star argentine Lionel Messi, déterminé à quitter le FC Barcelone depuis plusieurs semaines, a annoncé ce vendredi qu'il honorerait la dernière année de son contrat avec le club catalan.

"Je vais continuer au Barça et mon attitude ne changera pas, peu importe ce que j'ai voulu m'en aller. Je ferai de mon mieux. Je veux toujours gagner, je suis compétitif et je n'aime rien perdre. Je veux toujours le meilleur pour le club, pour le vestiaire et pour moi-même" a déclaré le capitaine du Barça dans un long entretien à Goal.com diffusé vendredi après-midi. "Je n'irais jamais en procès contre le Barça car c'est le club que j'aime, qui m'a tout donné depuis que je suis arrivé, c'est le club de ma vie. (...) Je vais continuer au Barça et ma attitude ne va pas changer parce que j'ai voulu m'en aller", a assuré Lionel Messi. "J'ai eu la possibilité de quitter le Barça plusieurs fois. L'argent ? Chaque année, j'ai eu l'opportunité de partir et gagner plus d'argent qu'à Barcelone. J'ai toujours dit que ma maison était ici." a-t-il ajouté. L'attaquant argentin devrait donc honorer la dernière année de son contrat avec le seul club professionnel de sa carrière, avant d'en-



visager à nouveau un départ, vraiment libre cette fois, en 2021. Quelques heures plus tôt, son père avait envoyé un communiqué à la Liga pour expliquer que son fils avait bien une clause pour partir libre cet été. La semaine dernière, Messi (33

ans) a provoqué un séisme sur la planète foot en annonçant via ses avocats son intention de résilier unilatéralement son contrat avec le club catalan où il est arrivé à l'âge de 13 ans, en 2000. Messi fait valoir une clause de son contrat, qui court jusqu'en juin

2021, lui permettant de quitter le club librement une fois la saison terminée. Pour le Barça, cette clause a expiré le 10 juin mais l'Argentin considère qu'elle est toujours valable en raison du caractère atypique de cette saison.

R.S

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE (PREMIER LEAGUE)

Un manque à gagner de plus de 600 millions d'euros

Le Championnat d'Angleterre, qui reprendra à huis clos jusqu'au 30 septembre et avec des jauges limitées après, s'attend à de nouvelles lourdes pertes, rapporte vendredi le Financial Times. Selon les prévisions de pertes des 20 clubs de Premier League consultées par le journal britannique, vendredi, l'élite anglaise devrait faire face à un manque à gagner de 540 millions de livres (605 millions d'euros) lors de la saison 2020-2021, après avoir essuyé 840 M? (940 M€) de pertes la saison dernière, entre rabais sur les droits TV (370 M€ remboursés aux diffuseurs) et absence de recettes "jour de match" en raison des huis clos imposés à la reprise du Championnat. Les pertes prévues pour la saison qui débute le 12 septembre tiennent compte

du huis clos total imposé jusqu'au 30 septembre au moins, et des jauges limitées par la suite entre 23 et 33 % de la capacité des stades. Il faut ajouter à cette somme 16 M? (18 M€) de dépenses de plus pour leur sécurisation anti-Covid, précise le quotidien britannique. "Nous avons construit nos business models avec une affluence de 98, 99 ou 100 % à chaque match, tout ce qui est en dessous sera clairement un défi pour nous", explique au journal le directeur général de Brighton, Paul Barber. Une nouvelle raison de déprimer pour le Championnat le plus puissant du monde qui a appris jeudi la rupture de son contrat avec le diffuseur chinois PPTV d'un montant de 700 millions de dollars sur trois ans (197 M€ par an).

R.S

TRANSFERT

Brahim Diaz prêté par le Real Madrid à l'AC Milan

Le milieu offensif espagnol du Real Madrid Brahim Diaz (21 ans) est prêté pour une saison à l'AC Milan, a annoncé le club madrilène ce vendredi soir dans un communiqué. "Le Real Madrid C.F. et l'AC Milan ont trouvé un accord pour le prêt du joueur Brahim Diaz pour la saison prochaine, soit jusqu'au 30 juin 2021", a indiqué le club merengue. Selon les médias spécialisés, la transaction ne comporte pas d'option d'achat. Repéré à Malaga puis formé à dans les équipes jeunes de Manchester City entre 2014 et 2019, Brahim Diaz a ensuite rejoint les rangs du Real Madrid de Zinédine Zidane, où il a été peu utilisé : six courtes apparitions en fins de matches de Liga, trois en Coupe du Roi et 17 petits minutes en phase de groupes de Ligue des champions en décembre, à Bruges. A Milan, Brahim va s'accaparer le N.21 de Zlatan Ibrahimovic, qui va lui porter le N.11 à partir de la saison 2020-2021.

R.S

LIGUE DES NATIONS

Fin de série pour l'Italie

Accrochée par la Bosnie L'Italie, qui restait sur une série record de onze victoires consécutives, a dû se contenter d'un nul (1-1) face à la Bosnie-Herzégovine d'Edin Dzeko, lors de la 1re journée de la Ligue des nations, vendredi à Florence. L'attaquant bosnien de la Roma, loin d'être perturbé par les tractations en cours sur son avenir, qui pourrait s'écrire du côté de la Juventus, a ouvert la marque en début de se-

conde période (57e), en profitant d'un ballon qui trainait après un corner mal renvoyé par les Italiens. Les Azzurri, piqués au vif après une première mi-temps trop timide, ont rapidement égalisé sur une frappe de Sensi déviée par un pied bosnien (67e). Malgré les entrées en jeu de Immobile et Zaniolo pour muscler leur attaque, ils ne sont toutefois pas parvenus à conquérir cette 12e victoire consécutive, offrant même une der-

nière opportunité aux Bosniens gâchée par Besic (90e). Ce résultat marque un coup d'arrêt pour l'Italie, grande absente du Mondial-2018, qui a redoré son blason sous la houlette de Roberto Mancini en se qualifiant brillamment pour le prochain Euro avec dix victoires en dix matches de qualifications. D'autant que dès lundi se profilent les Pays-Bas, qui ont eux démarré par une victoire face à la Pologne (1-0).

R.S

USM ALGER (LIGUE 1 PROFESSIONNELLE DE FOOTBALL)

# Six joueurs espoirs promus en équipe première

Six joueurs espoirs ont été officiellement promus en équipe première de l'USM Alger (Ligue 1 professionnelle de football) pour la saison 2020-2021, a appris l'APS samedi de la direction du club algérois.



Il s'agit d'Aliane Yacine, Bedjaoui Ahmed, Abassi Zinedine, Louanchi Abdelkrim, Djenidi Mohamed et Ouhab Wassim. "Avec l'incorporation des ces espoirs du club Anthar Yahia poursuit son plan d'action qui

consiste à valoriser les joueurs issu du club et le travail des éducateurs afin de faire avancer notre projet formation. Le plus dur n'étant pas d'intégrer le groupe professionnel mais d'y rester. A eux de jouer sportivement et

mentalement.", souligne la même source. Par ailleurs, la direction du club algérois a tenu à communiquer le planning d'entraînement des catégories jeunes pour la saison à venir : U-7 à U-12 s'entraîneront deux fois par semaine, plus un match

le week-end, U-13 à U-16 quatre entraînements par semaine plus le match du week-end, alors que les U-17 à U-21 auront cinq entraînements par semaine plus le match du week-end.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 - TRANSFERTS

## Lakdja (NCM) rejoint le CSC pour deux saisons

L'attaquant du NC Magra Aymen Issad Lakdja, s'est engagé vendredi pour un contrat de deux saisons avec le CSC Constantine, devenant ainsi la cinquième recrue estivale du club de l'Est, a appris l'APS auprès du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. Aymen Issad Lakdja (21 ans) rejoint ainsi les autres recrues : les deux défenseurs Idir Mokkedem (26 ans) et Ahmed Maâmeri, en provenance du WA Boufarik, l'attaquant Fayek Amrane (CA Batna), et le milieu de terrain

Mohamed Amine Baghdaoui (ASM Oran) Outre l'opération de recrutement, la formation de l'Est a tenu à prolonger certains éléments cadres à l'image du défenseur Nacreddine Zaâlani et le milieu de terrain Fouad Haddad, alors que la direction est dans l'attente de la réponse de l'attaquant Ismail Belkacemi et du défenseur Hocine Benayada. Pour rappel, le CSC a enregistré le retour de l'entraîneur Abdelkader Amrani qui s'est engagé pour un contrat de deux ans. Amrani (64 ans) revient ainsi sur le banc du CSC, deux

ans après l'avoir mené au titre de champion au terme de la saison 2017-2018. Puis il a dirigé la barre technique du CR Belouizdad, avec lequel il a remporté la Coupe d'Algérie 2018-2019 et le club marocain du Difaâ Hassani El-Jadida. Le CSC a bouclé la saison 2019-2020, suspendue en raison de la pandémie de Covid-19, à la 5e place au classement avec 34 points, à six longueurs du CR Belouizdad, déclaré "à titre exceptionnel" champion d'Algérie.

R.S

MC ORAN (DOMICILIATION/ 2020-2021)

## La direction hésite entre les stades de Zabana et Bouakeul

La direction du MC Oran (Ligue 1 algérienne de football), n'a pas encore tranché sur le terrain de domiciliation pour la saison 2020-2021, laissant planer le doute entre les stades du Chahid Ahmed Zabana et celui de Habib-Bouakeul. "Nous n'avons pas encore tranché sur le stade de domiciliation, entre les enceintes de Zabana ou Bouakeul. Nous allons étudier cette question en inspectant les deux encantes, prenant en considération notamment le protocole sanitaire qui sera appliqué dans le cadre de la lutte contre le coronavirus (Covid-19)", a indiqué vendredi le président du Conseil d'administration du MCO Tayeb Mehiaoui, sur les ondes de la radio nationale. Le stade Chahid Ahmed Zabana a bénéficié

d'un projet de réhabilitation et de modernisation en prévision des Jeux méditerranéens (JM) prévus dans cette ville en 2022. Ces opérations consisteront en l'installation de portiques électroniques et d'un écran géant, la rénovation des vestiaires, la réalisation d'une salle VIP et d'un centre de presse. "Nous aurions aimé être domicilié au nouveau stade d'Oran, mais ce dernier est réservé pour abriter épreuves des JM 2022. J'espère qu'il sera mis à notre disposition à l'avenir", a-t-il ajouté. Par ailleurs, le président du CA a annoncé la couleur en affirmant que le MCO abordera la prochaine saison, dont le coup d'envoi n'a pas encore été arrêté, avec l'intention de jouer les premiers rôles. "Notre ambition est de jouer les premiers

rôles et viser le podium, dans l'objectif de prendre part à une compétition continentale", a-t-il conclu. Pour rappel, la direction du MCO a confié la barre technique à l'entraîneur français Bernard Casoni, en remplacement de Bachir Mecheri. L'ancien coach du "Doyen" s'est engagé pour une saison. En matière de recrutement, le club phare de l'Ouest a assuré jusque-là l'arrivée de cinq joueurs : le milieu offensif Chérif Siam (ex-AS Ain M'lila), le gardien de but Houssam Lamine (ex-CS Constantine), les deux attaquants Adel Khettab (ex-WA Boufarik) et Hicham Nekkache (MC Alger), ainsi que le défenseur Mohamed Naâmani (ex-Al Fath/ Arabie saoudite).

R.S

## Brèves

FOOTBALL

### Bennacer dans le Top 5 des joueurs performants en Europe

L'international algérien du Milan AC, Ismail Bennacer a été classé, jeudi par l'Observatoire du football (CIES), en 4e position des joueurs les plus performants en Europe durant les six derniers mois. Le classement de l'Observatoire du football (CIES) est réalisé sur la base de la "production et l'efficacité au niveau individuel et collectif". Bennacer qui a réalisé une deuxième moitié de saison exceptionnelle avec le Milan AC, a récolté une note de 86.5/100, juste derrière le Turc Hakan Calhanoglu (86.6/100), le Français de Manchester United, Anthony Martial (86.8/100). Alors que la première position est revenue à l'incontestable meneur du FC Barcelone, l'Argentin Lionel Messi avec (88.7/100). Le milieu du terrain algérien devance, dans un classement qui comporte 283 joueurs, plusieurs joueurs, à l'image du Néerlandais de Liverpool, Virgil Van Dijk (10e avec 85.3/100), de l'Espagnol du Real Madrid, Sergio Ramos (11e avec 85.2/100), du Portugais Cristiano Ronaldo (12e avec 85.1/100), et Karim Benzema du Real Madrid (29e avec 82.1/100).

R.S

### TAREK KIAL (MANAGER GÉNÉRAL DU AHLY DJEDDAH)

#### "Belaïli n'est pas sérieux"

Le manager général du Ahly Djeddah (Div.1 saoudienne de football) Tarek Kial, a critiqué l'ailier international algérien Youcef Belaïli, soulignant qu'il n'était "pas sérieux" dans son comportement après avoir brillé par son absence à l'aéroport d'Alger pour son rapatriement. "Le dossier de Belaïli est assez compliqué, le joueur n'est pas sérieux, même l'entraîneur (le Croate Vladan Mirojevic, ndr) m'a dit la même chose. Nous ne voulons pas d'un joueur qui joue avec son nom seulement, mais nous voulons un élément combattif sur le terrain", a indiqué le dirigeant aux médias locaux. En compagnie de son coéquipier en équipe nationale et sociétaire d'Al-Shabab (Div.1 saoudienne) Djamel Eddine Benlamri, Belaïli n'était pas au rendez-vous le mercredi 19 août, à l'aéroport international d'Alger, pour son vol de rapatriement, afin de reprendre les entraînements. Une attitude qui a irrité les dirigeants des deux clubs saoudiens. En raison de la fermeture de l'espace aérien, causé par la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), les deux internationaux algériens n'ont pu retourner en Arabie saoudite, alors que le championnat saoudien a repris le mardi 4 août.

R.S

FOOT/ EGYPTE

### Le trophée de la CAN a disparu

Le trophée de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), remporté trois fois de rang par les Pharaons d'Egypte entre 2006 et 2010 a disparu, a annoncé la Fédération égyptienne de football (EFA). L'Egypte, vainqueur de trois CAN consécutives entre 2006 et 2010, avait eu l'immense honneur de se voir remettre le trophée "à vie" par la Confédération africaine de football (CAF). Selon la même source, dans le cadre des préparatifs de son 100e anniversaire qui sera célébré en décembre 2021, l'instance a fouillé toute sa collection afin de créer un musée et pas moyen de mettre la main sur le prestigieuse coupe. "Personne ne sait où est le trophée pour le moment", a commenté l'ancien vice-président de l'EFA, Ahmed Shobier. La Fédération égyptienne de football (EFA), dirigée par un comité de normalisation, a annoncé l'ouverture d'une enquête concernant la disparition de ce trophée, notamment pour vérifier qu'il n'a pas disparu dans l'incendie criminel qui avait ravagé le siège de l'instance en 2013.

R.S

Brèves

BOLIVIE

**Le gouvernement dit porter plainte devant la CPI contre l'ex-président**

Le gouvernement de Bolivie a indiqué porter plainte devant la Cour pénale internationale (CPI) contre l'ex-président bolivien Evo Morales pour crimes contre l'humanité, consécutifs aux barrières routières organisés par ses soutiens qui ont paralysé le pays le mois dernier. En réalité, un Etat-partie comme la Bolivie, bien que signataire du traité de Rome, ne peut pas "porter plainte" mais demander à la procureure d'examiner telle ou telle situation. En outre, au nom du principe de complémentarité, la CPI n'intervient que si le système judiciaire national est défaillant. "Le Bureau du procureur général (PGE) est à la CPI à La Haye pour déposer plainte pour crimes contre l'humanité contre Evo Morales et autres", a néanmoins écrit vendredi sur Twitter la présidente par intérim, Jeanine Añez. Et PGE a confirmé le dépôt de plainte. Selon la présidente, la plainte est motivée par "le siège imposé dans les villes qui a causé plus de 40 morts par manque d'approvisionnement en oxygène médical" en pleine pandémie de coronavirus. Le gouvernement reproche à l'ancien leader de gauche (2006-2019) d'avoir ordonné ces barrières routières en août pour obliger le Tribunal électoral suprême (TSE) à fixer une date pour les élections, qui ont été reportées à trois reprises en raison de la pandémie.

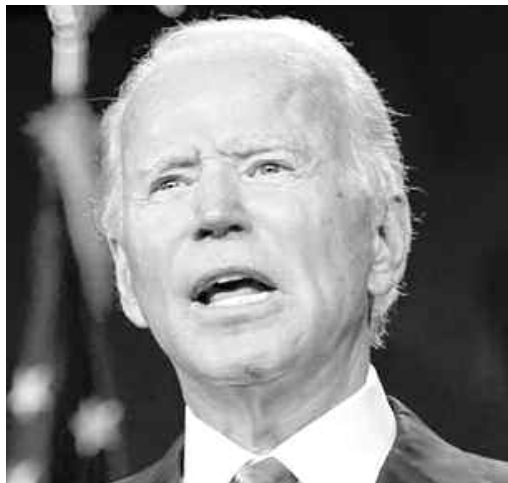
PROTECTION DU PRIX NOBEL  
MUKWEGE EN RDC

**Amnesty demande des mesures concrètes**

L'ONG de défense des droits de l'Homme Amnesty international a demandé vendredi à Kinshasa et aux Nations unies des "mesures urgentes et concrètes" pour protéger le prix Nobel de la Paix congolais Denis Mukwege, qui affirme être la cible de menaces contre lui et sa famille. "Nous sommes alarmés: deux semaines après que le président (congolais) Félix Tshisekedi a promis de protéger le Dr Denis Mukwege, son gouvernement et les autorités onusiennes n'ont toujours pas pris de mesures concrètes", déplore Sarah Jackson, directrice régionale adjointe d'Amnesty pour l'Afrique de l'Est et les Grands lacs, citée dans un communiqué. "De même, les autorités n'ont pas commencé les enquêtes sur les menaces, promises par le président Tshisekedi", a-t-elle ajouté. Le Dr Mukwege a fait état de menaces fin juillet, quelques jours après avoir dénoncé un nouveau massacre de civils dans sa province du Sud-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo. Le célèbre gynécologue, surnommé "l'homme qui répare les femmes", est co-lauréat du prix Nobel de la Paix 2018 pour les soins qu'il apporte, dans sa clinique de Panzi près de Bukavu, à des milliers de femmes victimes de violences sexuelles. Il dénonce sans relâche l'impunité des auteurs de tueries et de violences sexuelles dans l'Est de la RDC, déstabilisé par des conflits depuis 25 ans. Amnesty demande également la protection de l'hôpital de Panzi et des patientes qui y reçoivent des soins.

PRÉSIDENTIELLE US

**Biden maintient 7% d'avance sur Trump au niveau national**



L'ancien vice-président américain Joe Biden maintient une avance de 7% sur le président Donald Trump dans un nouveau sondage national qui révèle que le candidat démocrate surclasse considérablement le président en matière de gestion du coronavirus et de la violence dans les villes américaines.

Le dernier sondage Harvard CAPS-Harris des électeurs probables donne à Biden 49% des intentions de vote contre 42% pour Trump, soit 1% de moins que le même sondage mené en juillet, lorsque Biden détenait une avance de 8 points. Les 9% des électeurs inscrits qui disent ne pas savoir pour qui ils

voteront se penchent vers Trump par une marge de 58 à 42%. Lorsque ces électeurs indécis sont inclus, l'avance nationale de Biden passe de 7 à 6 points. Trump est considéré comme le meilleur candidat sur l'économie par une petite marge. Biden est considéré comme le meilleur candidat dans presque tous les

autres domaines, du coronavirus aux questions raciales, en passant par la police, l'ordre public et la Chine. "La course s'est définitivement resserrée, Biden conservant une avance significative mais réduite", a déclaré le directeur de Harvard CAPS-Harris Poll, Mark Penn.

RDC

**Arrestation d'un officier condamné pour le meurtre d'un activiste**

Un officier de police congolais, condamné pour le meurtre en 2010 d'un militant des droits humains en République démocratique du Congo (RDC), a été arrêté jeudi, ont indiqué vendredi des ONG. "Le commandant Christian Ngoy Kenga Kenga, considéré comme fugitif dans cette affaire, a été arrêté hier à Lubumbashi (Sud-Est) sous des accusations de +détention d'armes de guerre+", a indiqué la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) dans un communiqué. En fuite, M. Ngoy Kenga Kenga avait été condamné en 2011 pour le meurtre du défenseur des droits de l'Homme Floribert Chebeya et de son chauffeur. Tous deux avaient disparu à Kinshasa le 1er juin 2010 après un rendez-vous au siège de l'Inspection générale de la po-

lice. Le corps de M. Chebeya, fondateur de l'ONG la Voix des Sans-Voix (VSV), avait été retrouvé le lendemain, celui de son chauffeur ne l'a jamais été. "Christian Ngoy était en fuite depuis le double assassinat et circulait en toute liberté dans le Sud de la RDC, bien que condamné lors du procès en première instance en 2011", selon la FIDH, qui dénonce "une parodie de justice". Son arrestation "constitue un espoir pour la justice et la vérité", ajoute l'ONG. Les deux victimes ont disparu alors qu'elles avaient rendez-vous avec John Numbi. Cinq policiers - dont trois en fuite, parmi lesquels le commandant Christian Ngoy Kenga Kenga - avaient été condamnés à l'issue d'un procès devant la justice militaire en 2011 et trois avaient été acquittés. Le général John Numbi avait été entendu comme témoin.

NUCLÉAIRE

**Les inspecteurs ont eu accès à l'un des deux sites en Iran**

L'AIEA a visité l'un des deux sites nucléaires dont elle réclamait l'accès depuis des mois à l'Iran, qui dispose d'un stock d'uranium dépassant dix fois les limites autorisées, selon des rapports cités par des médias. "L'Iran a donné aux inspecteurs de l'Agence l'accès à ce site pour qu'ils puissent y prélever des échantillons. (...) Les échantillons seront analysés" par les laboratoires de l'Agence, est-il écrit dans les rapports. "L'Agence effectuera une visite du deuxième lieu spécifié plus tard, en septembre 2020, à une date déjà convenue avec l'Iran", est-il précisé. Selon un diplomate cité par des médias il faudra trois mois pour avoir les résultats d'échantillons. L'uranium stocké par l'Iran dépasse désormais de dix fois la limite autorisée par l'accord signé à Vienne en 2015 avec les grandes puissances, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Téhéran a stocké 2 105,4 kg d'uranium enrichi, est-il mentionné, tandis qu'il n'est autorisé à stocker que 202,8 kg. La limite a été fixée à 300 kilogrammes d'uranium enrichi, ce qui équivaut à 202,8 kg d'uranium à l'état naturel.

FRANCE

**Macron reçoit Ouattara à l'approche de la présidentielle ivoirienne**

Le président français Emmanuel Macron a reçu vendredi à Paris son homologue ivoirien Alassane Ouattara, qui a récemment annoncé sa candidature à un troisième mandat controversé à la présidentielle du 31 octobre, a indiqué la présidence française. Les deux présidents ont déjeuné ensemble au Palais de l'Élysée, deux semaines après l'investiture de M. Ouattara, 78 ans, par son parti pour être son candidat à la présidentielle. Avant la rencontre Macron-Ouattara, Pascal Affi N'Guessan, arrivé deuxième au scrutin de 2015 et à nouveau candidat à la

présidentielle du 31 octobre, a exhorté le président Macron à sortir du "silence" sur la candidature de M. Ouattara à un troisième mandat. Dans un "message à Emmanuel Macron", repris par l'AFP, M. Affi N'Guessan appelle le président français à "ne pas cautionner le coup de force institutionnel" perpétré selon lui par M. Ouattara. La candidature du président sortant "intervient en violation de la loi fondamentale" ivoirienne et "contredit son engagement de ne pas concourir pour un troisième mandat",

écrit M. Affi N'Guessan, qui fut le Premier ministre de l'ancien président Laurent Gbagbo, et qui contrôle le Front populaire ivoirien (FPI). L'annonce de la candidature de M. Ouattara a provoqué des manifestations qui ont dégénéré en violences ayant fait une quinzaine de morts. Comme la précédente, la Constitution de 2016 limite à deux les mandats présidentiels. Mais les partisans de M. Ouattara affirment que le changement de Constitution a remis le compteur à zéro, alors que ses adversaires jugent cette candidature anticonstitutionnelle.

TRANSITION AU MALI

# Les concertations nationales lancées

Ouverture hier à Bamako de la consultation sur la transition au Mali. Autour de la table, les membres de la junte mais aussi les partis et la société civile qui ont contribué à fragiliser le pouvoir de l'ex-président Ibrahim Boubacar Keïta et ouvert la brèche qui a permis aux militaires d'obliger celui-ci à la démission.

Une étape importante qui devrait préparer le retour des civils au pouvoir alors que le pays est toujours confronté aux attaques meurtrières des djihadistes. Dernière illustration : vendredi, au moins 10 soldats ont été tués dans une embuscade près de la frontière mauritanienne.

## D'ABORD UNE PLÉNIÈRE AVANT DES GROUPES RESTREINTS

La rencontre a commencé avec plus d'une heure de retard sur l'horaire prévu, vers 11 heures (GMT et locales), au centre international de conférences de Bamako, en l'absence du chef de la junte, le colonel Assimi Goïta. « Les concertations se déroulent sous la présidence du colonel Goïta mais sans sa présence effective » aux travaux, a expliqué à l'AFP une source proche de la junte. « Depuis le 18 août, nous abordons une nouvelle histoire de notre pays. Cette étape cruciale nécessite une profonde réflexion et l'implication de l'ensemble des filles et des fils de la nation », a déclaré à l'ouverture des travaux Malick Diaw, numéro deux du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) mis en place par les putschistes. Après la plénière, plus de 1 000 participants doivent ensuite se retrouver en 5 groupes restreints.

## DURÉE ET FORME DE LA TRANSITION AU CŒUR DES ÉCHANGES

Le groupe de colonels qui a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta le 18 août a promis de rendre les commandes aux civils à l'issue d'une transition d'une durée encore indéterminée. Mais la forme et la durée de cette transition, deux sujets de frictions avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) qui a imposé des sanctions aux nouveaux dirigeants militaires, ne sont pas encore fixées. Le lancement de cette large consultation avait subi un sérieux contretemps le week-end dernier. Les militaires l'avaient reportée, en pleine querelle avec un acteur primordial de la crise, le Mouvement du 5-Juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP).

## COMMENT CELA VA SE DÉROULER

Ces rencontres vont se dérouler à Bamako, ainsi que dans les capitales régionales du Mali, sous la houlette des gouverneurs de région, selon la junte. « La concertation nationale se poursuivra du 10 au 12 septembre 2020 (à Bamako) avec la participation des délégués régionaux et ceux de la diaspora », a précisé Ismaël Wagué, le porte-parole du CNSP. Le M5-RFP, qui s'était indigné de ne pas avoir été invité à la première rencontre,



figure cette fois explicitement parmi les participants annoncés, avec les partis politiques, les organisations de la société civile, d'anciens groupes rebelles, les syndicats et la presse. Le M5-RFP, coalition d'organisations et de responsables politiques, religieux et civils réunis par leur opposition à l'ancien président, a mené pendant des semaines la contestation contre M. Keïta.

## LE M5-RFP DONNE DE LA VOIX

C'est finalement un groupe d'officiers qui a déposé le 18 août, après sept années de pouvoir exercé avec le soutien de la communauté internationale dans le combat contre la propagation djihadiste et pour la stabilité du Sahel. Pour les militaires, le temps presse : les dirigeants ouest-africains, qui ont réclamé une « transition civile » et des élections sous 12 mois, se réunissent lundi par visioconférence avec la situation malienne en haut de l'ordre du jour. Sur le plan intérieur, le M5-RFP, qui a canalisé l'exaspération des Maliens devant la grave crise sécuritaire, économique et insti-

tutionnelle traversée par leur pays, mais aussi la corruption reprochée à toute la classe politique, réclame d'être placé sur un pied d'égalité avec la junte à l'heure de la transition. Il l'avait accusée de chercher à « confisquer » le changement et sa figure tutélaire, l'imam Mahmoud Dicko, a prévenu les militaires qu'ils n'avaient pas « carte blanche ».

## LES MILITAIRES DE LA JUNTE À L'ÉCOUTE

Depuis, et après s'être d'abord surtout entretenus avec les représentants étrangers pour les rassurer mais aussi demander la levée des sanctions imposées par les voisins ouest-africains, les militaires ont reçu séparément les représentants du M5-RFP et des responsables de partis ou de syndicats. Chacun a exposé sa vision, en particulier sur la durée de la transition et qui, civil ou militaire, devra la conduire. Ces questions divident militaires et responsables maliens, communautaire internationale et experts. Les uns invoquent le temps et l'autorité indispensables pour relever les immenses

défis auxquels fait face le pays et pour ne pas commettre de nouveau les erreurs d'un passé tourmenté. Les autres font valoir a contrario le risque d'un nouvel affaiblissement de l'État, d'une instabilité encore accrue dont profiteraient les djihadistes, ainsi que le mauvais exemple régional donné par une junte maintenue durablement au pouvoir. La junte a proposé initialement trois ans sous la conduite d'un militaire, avant d'abaisser la barre à deux et de se dire ouverte sur son chef. Le M5-RFP a de son côté proposé une transition de dix-huit à vingt-quatre mois, avec des civils aux manettes des institutions.

L'ex-président Keïta, en résidence surveillée à Bamako selon son entourage, s'apprête quant à lui à quitter le Mali, après avoir été hospitalisé cette semaine, victime, selon les médecins, d'un court accident vasculaire cérébral (AVC). Il pourrait se rendre aux Émirats arabes unis pour des soins complémentaires, avec l'accord des militaires, selon ses proches.

AFP

## NATIONS UNIES

# Alerte sur une aggravation de l'insécurité alimentaire dans quatre pays

Quatre pays - République démocratique du Congo, Yémen, Nigeria et Soudan du Sud - connaissent une aggravation de l'insécurité alimentaire mettant en jeu la vie de millions d'individus, alerte le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock, dans une note remise vendredi aux 15 membres du Conseil de sécurité. « L'insécurité alimentaire induite par les conflits est maintenant encore plus exacerbée par les catastrophes naturelles, les chocs économiques et les crises sanitaires, tous aggravés par la pandémie de Covid-19 », souligne le responsable dans ce document obtenu par l'AFP. « Ensemble, ces facteurs mettent en danger la vie de millions de femmes, d'hommes et d'enfants ». En vertu d'une résolution adoptée en 2018

sur les liens entre les conflits armés, l'insécurité alimentaire et la famine, le secrétariat de l'ONU est tenu d'avertir le Conseil de sécurité lorsque le risque se généralise au regard de divers indicateurs. C'est le cas dans les quatre pays en question, souligne le responsable onusien en précisant que pour plusieurs d'entre eux des programmes d'aide doivent être réduits ou arrêtés en raison d'un manque de soutien financier de la communauté internationale. Dans sa note, il exhorte le Conseil de sécurité à intensifier la recherche de la paix dans ces pays, à faire respecter le droit humanitaire international pour contrer les obstructions et à augmenter le soutien financier aux opérations. En RDCongo, « plus de 21 millions de personnes sont en crise ou connaissent des

niveaux d'insécurité alimentaire aiguë plus graves » que dans un passé récent, indique Mark Lowcock. Au Yémen, deux ans après avoir réussi à empêcher un retour de la famine, « le risque revient lentement », prévient-il. Aujourd'hui, il y a dans le pays « 42 lignes de front actives contre 30 il y a deux ans ». « Avec seulement 24% des besoins humanitaires financés en 2020, les agences sont maintenant obligées de réduire ou de fermer des programmes importants » d'aide au Yémen, selon le responsable onusien. Au Nigeria, c'est dans le nord-est que la situation est critique. Dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, « des niveaux alarmants d'insécurité alimentaire sont apparus », affirme-t-il, en mettant en cause la responsabilité d'extrémistes affiliés avec

des groupes armés. Dans ces trois régions, plus de 10 millions de personnes ont besoin désormais d'une assistance humanitaire et d'une protection, « soit une augmentation de près de 50% depuis l'an dernier », note Mark Lowcock. Au Soudan du Sud, la situation s'est détériorée rapidement au premier semestre à Jonglei et dans la région administrative de Greater Pibor, met-il en garde. « Les opérations humanitaires sont entravées par la violence, les attaques délibérées et le manque de financement », déplore-t-il. Selon lui, des indicateurs-clés négatifs accréditant l'idée d'une aggravation de l'insécurité alimentaire ont aussi été relevés notamment en Somalie, au Burkina Faso et en Afghanistan.

R.I

## MOZAMBIQUE

## Au Cabo Delgado, brouillard de guerre, tambours d'internationalisation

EN octobre 2017, Ahlu Sunnah wal Jamaa (ASWJ), alias Ansar al-Sunna, menait sa première attaque armée sur des postes de police mozambicains de la ville côtière de Mocimbo Da Praia, dans le nord du pays, sur les bords de l'Océan Indien.

« La relocalisation des communautés qui se trouvent sur le site de construction de l'usine GNL sur la péninsule d'Angungi n'a pas de lien avec les événements sécuritaires du Cabo Delgado », déclare-t-on chez Total. Une chose est en revanche sûre : selon le cadastre minier établi par le ministère mozambicain des ressources minérales et de l'énergie, toutes les surfaces de la province, exceptées celles du parc national des îles Quirimbas, sont aujourd'hui concédées à des opérateurs privés, au détriment, constate M. Francisco Almeida Dos Santos, « des intérêts de la population locale dans la petite agriculture, l'exploitation minière artisanale, la récolte des produits forestiers pour la construction, la production de charbon de bois, etc. » « Bon nombre de ces concessions, poursuit-il, appartiennent aux Big Men de la province liés à [Armando] Guebuza, [l'ancien chef de l'État mozambicain, au pouvoir de 2005 à 2014] et à sa famille ».

La province du Cabo Delgado est aussi le carrefour est-africain du trafic d'héroïne (25 % à 30 % de la production afghane y transite) et de celui d'êtres humains descendant la côte swahilie vers l'Afrique du Sud. L'insurrection islamiste a bouleversé cette criminalité organisée bénéficiant de protections politiques « qui n'a, là aussi, jamais profité à la population locale », constate M. Francisco Almeida Dos Santos. « Les ressources ont toujours été une malédiction pour le Cabo Delgado », notait, mi-juin, dans l'hebdomadaire indépendant mozambicain Savana, Monseigneur Luiz Fernando Lisboa, l'évêque catholique de Pemba. Particulièrement acerbe avec le pouvoir central, celui-ci déclarait : « Nous avons quelques millionnaires, mais nous sommes l'un des pays les plus pauvres du monde. Toute la richesse doit être distribuée. Une personne, un groupe de personnes ou une entreprise ne peuvent pas profiter de eux seuls de l'appauvrissement des autres. Toute ressource doit être mise au profit de l'ensemble de la population, qui est la première propriétaire de celle-ci (...) ». La colère provoquée par cet accaparement décomplexé des ressources naturelles — et la répression sans discernement menée par les FDS — participerait désormais de plus en plus ouvertement au recrutement de nouveaux insurgés, parmi lesquelles on compterait désormais des femmes et des déserteurs des



Forces Armées Mozambicaines (moins bien loties que les FDS). Depuis le printemps, certains groupes rebelles seraient engagés dans une nouvelle stratégie, qui vise à « gagner les esprits de la population », selon M. Joseph Hanlon, fin observateur de la vie politique mozambicaine. En mai dernier, intervenant devant la communauté d'un village brièvement occupé, un groupe d'insurgés expliquait que son objectif était « de montrer l'injustice du gouvernement. Il humilie les pauvres alors qu'il donne les profits aux plus puissants ».

Pour Jasmine Opperman, analyste de l'Acled qui a développé le projet Cabo Ligado avec l'International Crisis Group, « traiter l'insurrection comme une simple menace "terroriste" et ne réagir que par la force risque d'alimenter la propagande des insurgés — et d'être contre-productif (...) Il ne fait aucun doute qu'une certaine forme d'intervention est nécessaire pour éviter que la situation ne devienne incontrôlable. Mais la prudence est de mise. Marcher aveuglément — sans comprendre les complexités en jeu et sans s'attaquer à certains des facteurs socio-économiques qui sous-tendent et exacerbent la violence — pourrait aggraver la situation ». Ces appels à considérer ces facteurs domestiques semblent malheureusement aujourd'hui moins porter que ceux prônant un renforcement de l'engagement militaire face à une « internationalisation » de l'insurrection. Et les EMSP présentes au Mozambique pourraient se révéler n'être que l'avant-garde d'un plus vaste contingent militaire... Dans un rapport publié en juin, l'Institut Tony Blair pour le changement mondial, dont on a connu la présence intéressée dans le domaine géopolitique

(Irak, Libye...), préconise ainsi que « les acteurs étatiques internationaux » soutiennent « Maputo militairement et logistiquement ». « Ansar al-Sunna, précise-t-on dans le rapport, est en train de perpétrer des attaques à un rythme similaire aux insurrections dans le Sahel, le bassin du lac Tchad et la Corne de l'Afrique ».

## Forces armées et mercenaires

Dans les pays de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), les appels à venir assister le Mozambique se multiplient, en particulier en Afrique du Sud, visée directement par l'OEI dans un message diffusé par son bulletin de propagande Al Naba. L'ISS (Institute of Strategic Studies), le think tank sud-africain de référence, qui est aussi un peu le baromètre de sa diplomatie, avertit que Pretoria risque de voir l'insurrection continuer à se développer si le gouvernement de monsieur Cyril Ramaphosa renâcle à intervenir. La marine sud-africaine est déjà présente sur place, dans le cadre de l'opération Copper, destinée à lutter contre la piraterie dans le canal du Mozambique. Des forces spéciales, sans doute aussi. Désormais, un « lobby » mené par le chef des forces armées sud-africaines, le général Solly Shoke, pousserait à une plus grande implication de l'Afrique du Sud. Mais un déploiement de soldats, sous couvert de la SADC, est pour l'heure rendu compliqué par la présence des mercenaires de Dag. En intervenant au Mozambique, Dag viole en effet la loi sur l'assistance militaire étrangère de l'Afrique du Sud qui exige que toutes les activités paramilitaires, y compris celles menées en-dehors du pays, obtiennent l'approbation préala-

ble du gouvernement sud-africain. Plus de 1 600 kilomètres séparent également Pemba des premiers poste-frontières sud-africains. Les provinces du Sud de la Tanzanie, également interdites aux journalistes, où des renforts militaires ont déjà été déployés, touchent elles celle du Cabo Delgado. À Maputo, l'ambassadeur de Tanzanie au Mozambique, M. Rajabu Luhwavi, reconnaît « essayer de travailler avec le gouvernement (mozambicain) » pour mener des opérations conjointes le long de la frontière avec les différents forces de défense et de sécurité. En Tanzanie, plusieurs sources s'inquiètent de voir Ansar al-Sunnah mener des opérations dans les provinces du sud à l'approche d'élections présidentielles, annoncées pour l'automne 2020, qui s'annoncent particulièrement tendues.

Du côté de la diplomatie occidentale, Tibor Naguy, sous-secrétaire d'État américain aux affaires africaines, déclarait en mai être pleinement déterminé à ce que l'ambassade des États-Unis à Maputo « et certains partenaires discutent avec les autorités mozambicaines de la meilleure façon de répondre à cette insurrection et d'éviter qu'elle ne devienne ce que Boko Haram est devenu au Nigeria ». La France, que les Amis de la Terre suspectent d'avoir « délibérément fermé les yeux sur les contours douteux de ce contrat naval, au risque de jouer dangereusement avec le taux d'endettement du Mozambique et de se rendre complice de pratiques de corruption », semblerait avoir déjà trouvé cette « meilleure façon » ; elle échangerait déjà des données et de l'imagerie satellite aux FDS dans le cadre de leur campagne de contre-insurrection. Selon

l'agence de presse portugaise Lusa, Paris, dont les FAZSOI (Forces armées de la zone sud de l'Océan Indien) sont stationnées à la Réunion et à Mayotte, serait par ailleurs en train de négocier un accord de coopération militaire maritime avec Maputo « en vue d'un possible support à des opérations contre-insurrectionnelles ». La rentrée s'annonce chargée pour le diplomate Christophe Bigot, pressenti pour remplacer le swahiliste Remi Maréchaux à la tête de la direction Afrique Océan Indien du Quai d'Orsay.

Ancien de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) comme Rémi Marechaux, Christophe Bigot avait notamment mis sur pied sa cellule de lutte contre Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad. Depuis le sommet de Pau en janvier 2020, ce dernier coordonne la réponse internationale dans la bande sahélo-saharienne. « Le gouvernement mozambicain, la France, les États-Unis, et la plupart des pays occidentaux, mais aussi des think tanks tels que la Fondation Blair... tous jouent la carte de la déstabilisation étrangère de manière à ce que l'élite mozambicaine et les compagnies gazières ne soient pas accusées d'avoir refusé de redistribuer la richesse », s'insurge M. Joseph Hanlon. Ce dernier, inquiet, constate que « des sommes croissantes ont été dépensées pour militariser la province et secourir les personnes touchées. Si il y a cinq ans, une partie de cet argent avait été partagée avec les pauvres et les marginalisés du Cabo Delgado, la guerre n'aurait jamais commencé ». Toute la question, précise-t-il, est de savoir désormais « si nous avons atteint un point de non-retour qui va nous entraîner dans la spirale de la guerre ou s'il est encore possible d'associer la jeunesse aux riches et aux ressources tirées du Cabo Delgado »...

Interrogé sur l'éventuelle signature d'un accord de coopération militaire maritime avec Maputo, M. Jean-Paul Lecoq, député communiste de la Seine-Maritime, et président du groupe d'amitié France-Mozambique, se dit « très concerné par l'actualité de ce pays mais ne bénéficie d'aucune information particulière — diplomatique, militaire, économique, etc. — à ce titre ». Le brouillard qui enveloppe le sort du Cabo Delgado semble aussi s'être levé en France...

Fin  
Par Jean-christophe servant  
Source : le blog de l'auteur